

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ALFRED NEYMARCK

Bibliographie

Journal de la société statistique de Paris, tome 30 (1889), p. 25-27

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1889__30__25_0

© Société de statistique de Paris, 1889, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VII.

LE *STATISTICAL ABSTRACT* DES ÉTATS-UNIS.

Nous venons de recevoir le résumé statistique (*Statistical abstract*) pour 1887, contenant toutes les données numériques recueillies par le bureau de statistique de Washington, sous la direction du secrétaire d'État pour la trésorerie, concernant les finances, la circulation monétaire, le commerce, l'immigration, la navigation, le service des postes, la population, les chemins de fer, l'agriculture, etc., aux États-Unis.

Ce volume contient, sous un petit format et en 254 pages de tableaux synoptiques, toutes les données numériques relatives à ces sujets, et remontant jusqu'aux premières années pour lesquelles la statistique des États-Unis fournit des renseignements précis.

Ces données remontent, pour certains chapitres, jusqu'à 1791, pour d'autres à 1820, 1838 ou 1860. Les tableaux les moins étendus comprennent les dix dernières années, rapprochées et condensées dans la forme la plus claire et la plus précise. Ces tableaux fournissent les renseignements les plus complets et les plus instructifs, sans une ligne de commentaires. Le livre tout entier n'est qu'une collection de chiffres.

Nous en extrayons quelques chiffres comparatifs du plus haut intérêt, concernant les finances, la population, l'émigration, etc.

La dette fédérale qui, en 1860, à la veille de la guerre de sécession, s'élevait, en tout et pour tout, à 64,640,000 dollars de capital et 3,443,687 dollars en intérêt et amortissement annuels, fut portée brusquement à 708 millions de dollars en 1863, à 1,360 millions de dollars en 1864, et atteignit, au 1^{er} juillet 1866, son point culminant de 2,381 millions de dollars (11 milliards 906 millions de francs) de capital, comportant une charge annuelle de 151 millions de dollars (755 millions de francs).

Depuis, la dette consolidée a été réduite avec une rapidité progressive, et elle n'est plus que des deux cinquièmes de son total maximum : en juillet 1887, elle ne s'élevait plus qu'à 1,022 millions de dollars (5 milliards 110 millions de francs) en capital, et 41,780,000 dollars (209 millions de francs) en intérêt et amortissement.

Cette dette (dont 200 millions de dollars environ ont été encore rachetés et amortis depuis cette dernière date) se composait comme suit : 250 millions de dollars en 4 $\frac{1}{2}$ p. 100, 738 millions en 4 p. 100 et un peu moins de 34 millions en 3 p. 100.

Les recettes ordinaires du budget de 1886-1887 se sont élevées à 371 millions de dollars et les dépenses ordinaires à 220 millions, ce qui a laissé un surplus de recettes exorbitant de 151 millions de dollars (755 millions de francs).

Si l'on joint à la dette constituée de l'Union américaine la dette sans intérêts, la dette non encore remboursée mais ayant cessé de porter intérêt, le papier-monnaie, les certificats métalliques du Trésor, on arrive au total de 1,657 millions de dollars, dont un tiers environ est compensé par l'encaisse du Trésor public, s'élevant, au 1^{er} juillet 1883, à 482 millions de dollars.

En outre de la dette fédérale, il faut tenir compte de la dette des États particuliers et des territoires de l'Union, des comtés et des municipalités, dont le total atteint 1,056 millions de dollars (5 milliards 280 millions de francs). La dette fédérale représente une charge moyenne de 19.58 dollars (99 fr. 90 c.) en capital et 0.70 dollar (3 fr. 50 c.) en intérêt par tête de la population; les dettes locales, 21.07 dollars (105 fr. 35 c.) en capital. L'ensemble des dettes publiques représente environ 205 fr. par habitant des États-Unis.

La rapidité avec laquelle diminue la dette publique de la grande République de l'Amérique du Nord n'a de comparable que la progression en sens inverse de la population. Le tableau des recensements décennaux officiels, dont le dernier a eu lieu en 1880, nous montre la population totale de la République croître successivement d'après les chiffres suivants :

RECENSEMENTS.	POPULATION.	RECENSEMENTS.	POPULATION.
1800	5,308,483	1850	23,191,876
1810	7,239,881	1860	31,443,321
1820	9,633,822	1870	38,558,871
1830	12,866,020	1880	50,155,783
1840	17,069,453		

En 1887, d'après les estimations résultant des calculs du bureau de statistique préparatoires au recensement de 1890, la population aurait légèrement dépassé le chiffre de 60 millions.

L'immigration de l'Europe et des autres parties de l'Amérique entre pour beaucoup dans cette augmentation prodigieuse de la population aux États-Unis. Un tableau du *Statistical abstract* nous présente le mouvement de l'émigration depuis 1864.

Dans ces quatorze années, l'Europe a envoyé en Amérique environ 4,560,000 émigrants; avec les contingents du Canada, du Mexique, de l'Amérique du Sud, etc., les contingents arrivés du dehors à la population américaine ont atteint le chiffre de 5,400,000 âmes environ.

L'émigration européenne pour les États-Unis, qui avait atteint son maximum en

1882 (647,000 individus environ), pour diminuer graduellement jusqu'à 328,000 en 1886, accuse une reprise d'intensité et s'est élevée en 1887 à 481,000 âmes. Les plus forts contingents en 1887 ont été fournis, comme toujours, par l'Angleterre (162,000 émigrants) et l'Allemagne (107,000). L'émigration allemande avait dépassé considérablement, de 1881 à 1885, le contingent de l'Angleterre, et avait atteint en 1882 le quart de million. Après avoir fléchi considérablement, son chiffre tend à remonter.

La France, comme chiffre d'émigrants aux États-Unis, ne vient que dans les derniers rangs de la liste, après l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Suède, la Norvège, la Hongrie, le Danemark, la Pologne et la Suisse.

Tout à la fin de ce petit livre de statistique, si intéressant et si fécond en renseignements, se trouve un tableau extrêmement curieux, qui semblerait prouver que la prospérité inouïe des finances américaines ne tient pas à une stricte économie dans l'emploi des ressources du Trésor public, ou bien que cette prospérité, par l'embarras de richesses qu'elle procure — et que le président actuel M. Cleveland a été jusqu'à dénoncer comme une calamité nationale — amène précisément une prodigalité singulière dans la récompense des services rendus à la patrie ou aux partis.

Le tableau en question donne la totalité des pensions accordées pour services dans l'armée et dans la marine.

Depuis 1861, le Trésor public a payé, pour pensions attribuées à des soldats et matelots et à leurs veuves, un total de 883 millions de dollars, ou 4 milliards 415 millions de francs. Le nombre des pensionnés a été, en tout, de 676,948 personnes. Il y a encore actuellement, au 30 juin 1887, 406,007 pensionnés inscrits sur les rôles, dont 306,298 hommes et 99,709 femmes.

Or, parmi ces 99,709 femmes, on en compte 11,831 inscrites comme veuves de soldats ou matelots ayant combattu dans la guerre de 1812!

Il resterait encore 1,069 combattants survivants de cette guerre et pensionnés.

Ce n'est qu'en 1872 — soixante ans après cette guerre — que l'on a commencé à distribuer des pensions aux survivants, et l'on en a conféré plus de 60,000 : 26,000 à d'anciens combattants et 35,000 à des veuves.

Il y a là un ensemble de cas de longévité très étonnant, d'autant plus que la querelle des États-Unis avec l'Angleterre, en 1812, n'a pas mis en mouvement, de part et d'autre, plus de dix ou douze mille combattants, — ce qui jette quelque doute sur l'authenticité des droits des pensionnés et sur la rigueur du contrôle exercé dans l'intérêt du Trésor américain.

Mais ce qui n'est pas moins remarquable, c'est la clarté et la franchise qui règnent dans une publication officielle où ces faits étranges sont ainsi exposés sans détour ni déguisement.

Alfred NEYMARCK.
